



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 30**

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOU, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2**

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Benoît NAOUS

### **Secrétaire de séance**

Véronique BLONDEL

## CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

**M\_DL260608\_094**

### ATTRACTIVITE - TAXE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE - MISE A JOUR RÉGLEMENTAIRE ET TARIFS 2027

**Madame Pascale GALAIS, Adjointe au Maire** - L'article 171 de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie a créé la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) qui s'est substituée automatiquement à la taxe sur la publicité frappant les affiches, réclames et enseignes lumineuses (TSA) et la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes (TSE). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la TLPE a été renommée TPE (Taxe sur la publicité extérieure).

La TPE frappe tous les dispositifs fixes (enseignes, pré enseignes et dispositifs publicitaires), visibles de toute voie publique ou privée, ouverte à la circulation publique et concerne l'ensemble des activités économiques présentes sur la commune.

En outre, elle a vocation à réguler le développement des supports publicitaires pour améliorer le cadre de vie.

Cette délibération vise à mettre à jour la délibération du 9 décembre 2013.

En effet, depuis le 1er janvier 2024, les dispositions législatives régissant cette taxe ont été intégrées au Code des impositions sur les Biens et Services (CIBS) conformément à l'ordonnance n°2023-1210 du 20 décembre 2023. Dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) figurent toutes les dispositions relatives au domaine du recouvrement et la procédure administrative.

En ce qui concerne l'indexation des tarifs appliqués, il est recommandé de prendre une nouvelle délibération chaque année afin de sécuriser la communication aux contribuables des tarifs en vigueur dans la commune.

Cette actualisation doit être formalisée par une délibération du Conseil municipal avant le 1er juillet de l'année en cours pour une application au 1er janvier de l'année suivante.

Les tarifs maximaux applicables en 2027, fixés par l'arrêté gouvernemental du 9 mars 2026 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure sont les suivants pour les communes de moins de 50 000 habitants :

Dispositifs publicitaires et pré enseignes <b>non numériques</b> (€ / m <sup>2</sup> )	
Superficie inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup>	19,10 €
Superficie supérieure à 50 m <sup>2</sup>	38,10 €

Dispositifs publicitaires et pré enseignes <b>numériques</b> (€ / m <sup>2</sup> )	
Superficie inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup>	57,20 €
Superficie supérieure à 50 m <sup>2</sup>	114,30 €

Pour les ensembles de faces d'enseignes	
Superficie inférieure ou égale 12 m <sup>2</sup>	19,10 €
Superficie supérieure à 12 m <sup>2</sup> et inférieure ou égale à 50 m <sup>2</sup>	38,10 €
Superficie supérieure à 50 m <sup>2</sup>	76,30 €

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Il est proposé au Conseil Municipal et au vu des éléments susmentionnés de fixer les tarifs suivants :

- 1) De maintenir l'exonération mise en place par la délibération du Conseil municipal du 9 décembre 2013 (ci-annexée) pour les enseignes dont la surface cumulée est inférieure ou égale à 12 m<sup>2</sup> afin d'en dispenser les commerces du centre-ville ;
- 2) D'appliquer les tarifs applicables pour l'année 2027 – Articles A454-10 à A454-12 et L.454-58 à L.454-62-1 du Code des Impositions des Biens et Services susmentionnés (tableau en annexe).

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

- **VU** l'ordonnance n°2023-1210 du 20 décembre 2023 portant création du titre V du livre IV du code des impositions sur les biens et services (CIBS) et intégrant les dispositions fiscales relatives à la taxe sur la publicité extérieure aux articles L. 454-39 et suivants ;
- **VU** l'article L. 454-58 du CIBS, prévoyant la révision annuelle des tarifs normaux et maximaux de la TPE en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac ;
- **VU** les articles L. 2333-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), relatifs aux dispositions non fiscales de la TPE ;
- **VU** l'arrêté gouvernemental du 9 mars 2026 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité ;
- **VU** la délibération prise par la ville de Montivilliers n° 076-217604479-20131209-M\_D131209\_16-DE publiée le 11 décembre 2013 ;
- **VU** le rapport de Mme Pascale GALAIS, adjointe en charge de la Vie économique, de l'Attractivité et de la Démographie médicale ;
- **VU** la commission municipale n°4 Attractivité et Urbanisme réunie le 2 juin 2026, consultée ;

#### **CONSIDÉRANT**

- Que la ville de Montivilliers a instauré la Taxe sur la Publicité Extérieure (TLPE) conformément à la loi du 4 août 2008 ;
- Que la dernière délibération du 9 décembre 2013 a précisé les dernières évolutions réglementaires concernant les modalités d'application de la Taxe sur la Publicité Extérieure ainsi que sa mise en application, fixant une tarification variant en fonction de la nature du support (dispositif publicitaire, enseigne et pré enseigne) et de sa surface tout en prenant en considération les exonérations ou réfections possibles fixées par la loi ;
- Que cette taxe est assise sur la superficie des dispositifs publicitaires fixes, visibles de toute voie ouverte à la circulation publique et concerne l'ensemble des activités économiques de la commune ;
- Que la TPE vise à réguler le développement des supports publicitaires pour améliorer le cadre de vie ;
- Que les dispositions législatives en vigueur imposent aux collectivités territoriales de fixer les tarifs de la TPE avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année en cours pour une application au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante ;
- Que le taux de variation de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'année 2025 s'élève à +0,9 % (source INSEE), et que cette évolution doit être prise en compte pour la détermination des tarifs 2027 ;
- La nécessité de communiquer de manière transparente aux contribuables les tarifs en vigueur sur le territoire communal ;

**Après en avoir délibéré,**

#### **DÉCIDE**

- **D'appliquer** les tarifs de la taxe sur la publicité extérieure sur le territoire de la ville de Montivilliers à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 conformément au barème annexé à la présente délibération, dans la limite des tarifs normaux et maximaux prévus par l'arrêté gouvernemental du 9 mars 2026.

*La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

- **De maintenir** les exonérations pour les enseignes dont la surface cumulée des enseignes est inférieure ou égale à 12 m<sup>2</sup> afin d'en dispenser notamment les commerces de proximité.

### **Imputation budgétaire**

Exercice 2027

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 61- Interventions économiques transversales

Nature et intitulé : 73174 - Taxe sur la Publicité Extérieure

Montant de la recette : 75 000 euros

### **ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.*

*Pour extrait conforme au registre dûment signé.*

